

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

ÉDITORIAL

Pour un 1er mai de lutte!

Les crises économiques peuvent pousser les salarié-e-s et leurs organisations sur deux pentes différentes: pratiquer, avec le patronat, une sorte d'union sacrée de la relance, voire de la socialisation des pertes – ou tenter d'obtenir, face à un patronat affaibli et en quête de stabilité, des progrès autrement impensables.

La situation actuelle en Suisse relève de ces deux dynamiques à la fois. Alors que les hausses de salaires obtenues à la fin 2008 et les conflits sociaux symboliques victorieux dénotent une capacité affirmée des travailleuses et des travailleurs à entrer en lutte, l'apparent accord sur un «retour de l'Etat» et sur la nécessité d'investir de l'argent public pour relever de terre le capitalisme empêche le développement d'alternatives sérieuses.

Le Premier mai doit être pour les salarié-e-s l'occasion d'affirmer leur refus non seulement de la crise actuelle qui met chaque jour 200 personnes au chômage, mais aussi du cycle permanent de dépressions et de reprises qui caractérise le système économique libéral. Le capitalisme de croissance keynésien ne doit pas être notre horizon dernier. Demander, comme le fait l'USS, un véritable plan d'investissement et une hausse des salaires reste évidemment nécessaire. Mais il s'agit également de réfléchir à de nouvelles solutions pour faire évoluer durablement les rapports de production.

Lorsque le syndicat allemand IG Metall propose de faire compenser les baisses de salaires par l'octroi de participations au capital, ou de considérer ces baisses de salaires comme des prêts à intérêt consentis aux entreprises par les salarié-s, la proposition a au moins le mérite d'ouvrir le débat sur de nouvelles idées... La lutte autonome des travailleuses et des travailleurs reste la meilleure sortie de crise.

Réd.



WWW.ITECO.BE

DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ECHANGE

Développer des alternatives au libre-échange

Au moment où la Suisse s'apprête à négocier un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne et que le principe du Cassis de Dijon est en discussion aux Chambres fédérales, *Pages de Gauche* vous propose de discuter du rapport entre agriculture et libre-échange. En opposition à la logique capitaliste libérale qui pousse à la marchandisation de la production agricole et à son échange sur le marché mondial, des mouvements de paysans s'organisent à l'échelle de la planète pour proposer un contre-modèle centré sur la notion de souveraineté alimentaire.

Pages de Gauche examine cette proposition et son application concrète qui passe notamment par des initiatives de relocalisation de l'agriculture et de développement de formes autonomes de distribution des produits alimentaires. Aux impératifs de valorisation du capital doivent donc répondre des organisations solidaires et écologiques alternatives.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort:
Relance«verte»
de l'économie:
une solution?

Page 3

Syndicalisme:
Le combat de
Marisa Pra-
long, licenciée
de Manor

Page 4

International:
Crise économi-
que et sociale
en France

Page 11

La forteresse de l'asile

Par Stéphane Montangero

Qui peut prédire, au moment où ces lignes sont écrites, quel sera le sort de Fahad, héros de la Forteresse de Fernand Melgar et symbole d'une résistance peu commune, après son renvoi? Personne. En revanche, l'on peut hélas sans doute prédire que les futurs durcissements lors de la révision partielle des lois sur l'asile et les étrangers, menés par une ministre soi-disant non blochérienne, seront acceptés. Et cela fait froid dans le dos.

Certes, personne n'était dupe et il était clair dès le début que Mme Widmer-Schlumpf n'avait rien de la gauchiste décriée par son ancien parti. Mais il y avait quand même quelques espoirs que la nouvelle cheffe du DFJP se distinguerait de son prédécesseur non seulement par les aspects économiques, mais également par la question de l'ouverture à l'autre. Il n'en est rien. Petit tour d'horizon des propositions malhonnêtes et dangereuses faites sous prétexte de contreprojet à l'initiative de l'UDC qui pourrait simplement être combattue en tant que telle.

Tout d'abord il y a ce magnifique paradoxe typiquement helvétique : alors que le 1er avril, la clause de conscience a été supprimée en Suisse pour le service civil, cette même raison ne pourra plus être invoquée pour demander l'asile. Faisant ainsi fi du fait que les objecteurs de conscience sont souvent considérés par les pays persécuteurs comme des déserteurs.

Ensuite, il y a cette horreur : faire des économies sur le dos des vies humaines.

Pour de vils motifs financiers (à moins qu'ils ne soient autres et camouflés de la sorte, car inavouables), la Suisse envisage pas moins que la suppression de la possibilité de déposer une demande d'asile dans ses ambassades. Il est tellement plus simple de forcer les futurs requérants de demander un visa de sortie de leur pays pour pouvoir venir déposer leur demande d'asile dans le nôtre...

Enfin, il est piquant de savoir que le combat mené par Fernand Melgar pour tenter de sauver Fahad serait désormais considéré comme criminel. En effet, Mme Widmer-Schlumpf veut sanctionner pénalement les activités politiques menées en Suisse dans le seul but de motiver la qualité de réfugié. La sanction pénale viserait notamment les personnes qui prêtent assistance aux requérants lors de la planification ou de l'organisation d'une activité politique dite « abusive » ou qui encouragent cette activité. Au-delà du célèbre réalisateur, ce serait ainsi toute personne qui aide les réfugiés « en particulier dans la planification et l'organisation », à savoir autant de membres d'Eglises, de personnes engagées au sein d'organisations de défense de l'asile ou d'œuvres d'entraide, voire même des journalistes qui relatent les actions publiques de requérants et requérantes d'asile.

A quand une condamnation pénale pour appartenance à une association de défense des droits humains ou un parti de gauche?

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr. 49.-

Abonnement de soutien: Fr. 130.-

Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e-s, chômeuse·eur·s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne

info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Julien Wicki (JW), Benoît Gaillard (BG)

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Antoine Chollet, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Aline Flomir.

Illustrations

Christian Vullioud, Philippe Mivelaz.

Maquette:

Marc Dubois, mdvr, Lausanne.

Mise en page:

Line Rouyet, Renens.

Webmaster:

Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 1er mai de lutte!
- 2 La forteresse de l'asile
- 3 Relance «verte» de l'économie: une solution?
- 4 Mobilisation contre le licenciement de Marisa Pralong
- 5 à 10 Dossier: Agriculture et libre échange
- 11 La France au bord de l'explosion sociale
- 12 Résultats électoraux du PS: quelle lecture?
- 13 Les solidarités font «pop»
- 14 Entretien avec Jean Ziegler
- 15 Le Che sur grand écran et André Gorz
- 16 Chico Mendes



Relance «verte» de l'économie: une solution?

Pour que les «plans de relance verts» ne soient pas un emplâtre sur une jambe de bois, il convient de remettre fondamentalement en question le modèle économique qui a conduit à la crise financière mondiale et qui mène au désastre écologique que l'on connaît. La gauche doit à tout prix éviter de tomber dans la logique productiviste qui sous-tend l'idée d'une «relance» de l'économie mondiale.

Le concert de voix réclamant la «relance de l'économie» devient presque assourdissant. La droite, tout en esquivant magistralement les questions sur les causes profondes de la crise, ne cesse de plaider avec force la redynamisation de la croissance et la stimulation de la consommation. La gauche, quant à elle, citant tour à tour Roosevelt, Keynes et les autres, sans toujours savoir pourquoi, en appelle à une relance de l'économie par les investissements publics, en particulier par les investissements

... S'engager pour une augmentation massive des investissements publics est également un moyen de s'inscrire en faux contre le discours ambiant sur la «relance de la consommation» ...

«verts». Les revendications des uns et des autres s'entremêlent dans une cacophonie où il est parfois difficile de s'y retrouver. Ainsi, de l'USS (Union syndicale suisse) au Conseil fédéral, en passant par la quasi-totalité des acteurs et actrices de la vie politique suisse, tout le monde semble s'accorder sur la nécessité de «relancer» l'économie. Cette unanimité ne manque pas d'interpeller et comporte le danger sérieux de dévier le débat des enjeux fondamentaux pour l'avenir.

QUELQUES PROGRÈS BIENVENUS...

Bien évidemment, dans l'idée de green new deal soutenue par les milieux progressistes, il y a plusieurs éléments auxquels on ne peut que souscrire: investissements massifs de l'Etat dans les énergies renouvelables, soutien aux transports publics, développement d'un service public de qualité, etc. Il s'agit d'avancées bénéficiant à l'ensemble de la population et aux généra-

tions futures. Du reste, les partis de gauche n'ont pas attendu la crise mondiale de la finance pour plaider pour une implication forte de l'Etat à tous ces niveaux. S'engager pour une augmentation massive des investissements publics est également un moyen de s'inscrire en faux contre le discours ambiant sur la «relance de la consommation», qui se traduit notamment par des propositions de baisses fiscales. Dans tous les cas, il reste nécessaire, à l'image des programmes de Roosevelt dans le milieu des années trente, d'accompagner les investissements publics de différentes réformes sociales (allocations de chômage partiel, protections syndicales, etc.) permettant aux plus défavorisé-e-s de supporter les effets de la crise.

... MAIS LARGEMENT INSUFFISANTS

Pourtant, ce discours sur la relance verte ne va pas sans poser de sérieux problèmes. Le terme «relance», tout d'abord, est particulièrement sournois et devrait absolument être banni de notre vocabulaire. Il laisse entendre que la machine économique est simplement un peu grippée et qu'il s'agit de lui administrer une petite dose de médicaments afin qu'elle se remette rapidement sur pied. On croit rêver: veut-on réellement retourner au contexte qui prévalait avant le déclenchement de la crise? Certainement pas! C'est précisément ce modèle économique basé sur le profit à court terme qui mène la planète à sa ruine, provoque la concentration de richesses dans les mains de quelques-uns et plonge la majorité de la population mondiale dans la précarité. En plaidant pour une relance de l'économie selon le modèle



DOMINIQUE PIRET

dominant jusqu'alors, on crée les conditions idéales pour que l'Histoire se répète, au mépris de l'urgence écologique et sociale.

La logique de croissance capitaliste – fût-elle quelque peu «verdieu» par des investissements publics – ne peut être la solution. Le modèle productiviste, selon lequel il est nécessaire de produire chaque jour davantage de richesses, tend inexorablement vers l'épuisement des ressources naturelles. Faut-il rappeler que les années de forte croissance qui ont suivi la Grande Dépression des années trente et la Deuxième Guerre mondiale ont marqué le début des problèmes environnementaux à l'échelle globale?

SORTIR DU PRODUCTIVISME CAPITALISTE

Il s'agit bien plutôt de mener une réflexion globale beaucoup plus incisive sur les causes de la crise et sur le changement de paradigme nécessaire. La discussion ne doit pas porter sur la manière de relancer l'économie, mais sur la réorientation de nos habitudes de consommation: consommation de services plutôt que de produits, relocalisation de l'économie, diminution du gaspillage, répartition plus équitable des ressources, etc.

Parallèlement à cela, il est temps de réformer en profondeur le système productif, tant en termes d'utilisation de ressources qu'en termes de rapport entre la rémunération du capital et du travail. Dans le secteur financier, la logique du court terme doit impérativement céder sa place à des initiatives tendant à garantir la stabilité du système à long terme. Un modèle tel que celui qu'incarnent aujourd'hui les banques alternatives devrait être la règle, et non plus l'exception.

En contribuant à alimenter la revendication généralisée de «relance de l'économie», la gauche manque une occasion unique de militer pour une sortie du système consumériste et productiviste actuel. A l'image du concept de développement durable, l'idée de green new deal – même si elle englobe bon nombre de mesures que l'on se doit de saluer – peut vouloir dire tout et n'importe quoi. Il s'agit d'aller au-delà de ces lieux communs et de faire preuve de plus d'imagination et d'ambition.

Raphaël Mahaim

«Je me battrais jusqu'au bout»

La mobilisation pour la réintégration de Marisa Pralong, vendeuse licenciée par Manor à Genève, déléguée syndicale et présidente d'Unia Genève, continue de plus belle après le refus de la direction de revenir sur sa décision. Marisa s'exprime sur cette lutte, où la liberté syndicale est en jeu.

Le bras de fer se poursuit entre Manor et Unia. Le 17 mars dernier, la direction des ressources humaines de Genève a une nouvelle fois refusé toute forme de réintégration de Marisa Pralong, licenciée un mois auparavant pour ses activités militantes en faveur de ses collègues et aux côtés d'Unia. Le syndicat a donc décidé de reprendre ses piquets de protestation chaque jour entre 12h et 14h devant le magasin genevois et organise un nouveau rassemblement ce samedi 28 mars à 16h à la place Grenus. La veille, les personnalités politiques, sociales et culturelles seront aussi invitées à faire connaître leur soutien lors d'un «piquet des personnalités». Les autorités municipales et cantonales ont déjà été interpellées au sein de leur parlement respectif par des élus solidaires. Marisa Pralong est plus que jamais déterminée à continuer la lutte. Interview.

Comment avez-vous réagi à votre licenciement ?

Je n'ai pas été surprise. Cela faisait longtemps que Manor avait décidé de me congédier. Lorsque j'ai vu la raison de mon licenciement dans la lettre, j'ai été presque soulagée. Car on n'y invoque pas de faute professionnelle, mais une interview que j'ai accordée à la Tribune de

Genève sur les conditions de travail des vendeuses avant les fêtes de fin d'année. Manor n'hésite donc pas à violer un droit constitutionnel fondamental: la liberté d'expression, en plus du droit à l'activité syndicale. Le fait que cela soit écrit noir sur blanc m'a presque fait sourire. La direction n'a pas pu trouver d'autres prétextes car j'ai fait extrêmement



attention à la qualité de mon travail et à mon comportement, étant donné les risques inhérents à mon engagement. En réalité, la direction n'a pas apprécié que je proteste contre l'imposition d'un uniforme qui devait être acheté par des vendeuses à leurs frais et contre l'impossibilité pour les employés de sortir du magasin pendant leurs pauses-café. Deux sujets sur lesquels nous avons en bonne partie obtenu gain de cause.

L'enjeu de votre lutte dépasse bien sûr largement votre cas individuel...

L'objectif pour moi est de retrouver ma place de travail. Mais l'enjeu de cette lutte est important pour tous. Il s'agit de consolider la protection des délégués syndicaux dans toutes les branches. Le syndicat joue gros dans cette affaire. Les patrons

et les partis politiques aussi. Il en va de la crédibilité du partenariat social et des conventions collectives. La cause est aussi cruciale pour la liberté d'expression et la démocratie: en 2009, il serait grave que les travailleurs ne puissent pas s'exprimer et que les patrons fassent comme ils veulent!

Certains disent que vous êtes utilisés par le syndicat, qu'en pensez-vous ?

J'ai toujours dit qu'un militant sans syndicat, c'est comme un travailleur sans outil. De même, un syndicat sans militants, c'est un outil sans travailleurs. Pour tenir tête à Manor en tant qu'employée, j'avais besoin du syndicat. Que le syndicat s'appuie aussi sur moi pour défendre la cause des vendeuses, c'est une très bonne chose!

Allez-vous continuer à exiger votre réintégration ?

Oui, je ne lâcherai pas avant. Je suis prête à payer de ma personne s'il le faut. Je veux continuer à payer mes factures avec la valeur de mon travail, pas avec les indemnités que Manor devrait me verser si elle ne me reprend pas.

Extraits de l'interview réalisée par Christophe Koessler parue dans *L'Événement syndical*, 25.03.09

SOUTENEZ MARISA!

La pétition en faveur de Marisa a récolté plus de 5000 signatures à ce jour. Elle peut être paraphée à l'adresse Internet: <http://www.geneve.unia.ch>.

Une carte postale adressée à la direction du groupe Manor à Bâle et demandant la réintégration de Marisa est disponible dès aujourd'hui sur les piquets et dans tous les secrétariats Unia du pays.

Voir aussi le blog: <http://manorabuse.blogspot.com>

VIOLATION DES LIBERTÉS SYNDICALES

Pas de protection suffisante contre les licenciements antisyndicaux: Si la législation suisse n'autorise pas le licenciement de représentants syndicaux, à moins que l'employeur ne puisse prouver qu'il soit justifié, la loi ne prévoit pas la réintégration des personnes injustement licenciées. Tout au plus, le juge peut condamner l'employeur fautif à payer une indemnité compensatoire équivalente à six mois de salaire aux victimes de

tels agissements. En novembre 2006, le Conseil d'administration du BIT a approuvé à l'unanimité une décision du Comité de la liberté syndicale qui demande à la Suisse de mieux protéger les représentants des travailleuses et des travailleurs au sein des entreprises. Le Conseil fédéral est prié de prendre des mesures visant à procurer, pour le moins aux victimes de licenciements antisyndicaux, le même type de protection que pour celles vic-

times de licenciements violant le principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes, y compris la possibilité d'une réintégration au sein de l'entreprise fautive.

Licenciements antisyndicaux: Bien que relativement peu nombreux, les licenciements antisyndicaux ont tendance à s'accroître en Suisse en l'absence de protection efficace empêchant la résiliation abusive

de leur contrat de travail. Étant donné que les tribunaux ne peuvent ordonner la réintégration dans l'entreprise des victimes de ces abus, ces pratiques exercent un effet dissuasif certain quant à l'exercice concret de la liberté syndicale.

Extrait du rapport annuel (2007) sur les violations des droits syndicaux de la Confédération syndicale internationale – chapitre Suisse.

DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

Souveraineté alimentaire: un enjeu démocratique fondamental

On ne pourra pas couper à un débat sur le libre-échange, dans le contexte de la crise mondiale qui a débuté. Néanmoins, ce débat nécessaire pour la gauche ne devra pas se cantonner à l'opposition stérile entre protectionnisme et libre-échange. Notre réflexion de socialistes devra se porter sur l'intérêt des travailleuses et des travailleurs à l'échelle mondiale, intérêt qui ne passe pas nécessairement par l'importation à tous crins de produits réalisés grâce à leur exploitation.

Ce débat, néanmoins, nous avons choisi de le faire débiter sur un sujet sensible, car il touche le plus directement notre vie quotidienne: l'alimentation

... Le commerce international ne peut reposer sur la règle du libre-échange car cette règle est celle aveugle et destructrice du marché libre ...

analysée au travers de la production agricole. La volonté de développer le libre-échange agricole, illustré récemment par l'introduction du principe du «Cassis de Dijon» dans la loi suisse et bientôt avec l'accord de libre-échange agricole entre la Suisse et l'Union européenne, est une réalité avérée.

DÉFENSE DU CONSOMMATEUR?

A gauche, une option particulièrement funeste existe, celle de la défense du «consommateur», personnage mythique qui aurait des désirs et des besoins, indépendants de sa situation de producteur... On aura reconnu là, la défense d'une baisse des prix (notamment agricoles) prônée

par une gauche qui préfère se battre sur ce terrain plutôt que sur celui de la hausse des salaires. Certes, les marges empochées par

Cette exploitation ne profite en réalité pas aux travailleurs et aux travailleuses des pays du Nord comme du Sud, mais toujours aux

le DROIT d'une population, d'une région ou d'un pays à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis de pays tiers».



les intermédiaires (distributeurs, etc.) sont bien trop élevées et doivent être réduites au minimum. Mais le problème est beaucoup plus profond.

Au nom de ce «consommateur», on accepte le sacrifice de la paysannerie en Suisse, et l'intensification de son exploitation ailleurs dans le monde.

bourgeoisies transnationalisées. C'est contre cette logique que les mouvements de paysans, et les forces progressistes, proposent la notion de «souveraineté alimentaire», qui n'est réductible ni à l'autosuffisance alimentaire, ni au protectionnisme. Comme la définit le syndicat Uniterre: «La souveraineté alimentaire désigne

LE LIBRE-ÉCHANGE, COMME DUMPING SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Ce droit est remis en cause par le libre-échange intégral tel que prôné par la bourgeoisie. Le libre-échange conduit à créer un prix unique mondial des biens échangés. Ce prix détermine ensuite les coûts de production indépendamment du pays de production. A cet égard toutes les protections sociales et écologiques gagnées par le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste sont balayées.

C'est bien pourquoi, dans le fond, c'est de démocratie qu'il s'agit. Le commerce international ne peut reposer sur la règle du libre-échange car cette règle est celle aveugle et destructrice du marché libre, qui prime la volonté politique et les lois élaborées démocratiquement. La nécessaire civilisation que doit apporter le socialisme et son attachement aux principes démocratiques exige la régulation la plus complète et la plus favorable aux intérêts de la classe ouvrière. C'est à ce titre seulement que l'on pourra parler de solidarité internationale en lien avec le commerce.

Romain Felli

Le libre-échange au service du Capital:
la souveraineté contre la loi du marché

6

La politique agricole suisse:
soutenir la paysannerie suisse

7

Le Cassis de Dijon:
la soi-disante défense des consommateurs!

8

La relocalisation de l'économie:
une possibilité concrète

9

Pour une agriculture contractuelle:
entretien avec Camille Kroug

10

DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

Le libre-échange agricole au service du capital

Le modèle agro-industriel capitaliste, qui s'oppose à la souveraineté alimentaire, est renforcé par le libre-échange agricole.

Les négociations internationales portant sur la libéralisation des échanges agricoles (ce qu'on appelle le cycle de Doha - 2001-2006 - dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce) ont très clairement été orientées en faveur des agro-industries capitalistes sous la pression des pays du Nord. Il s'agit d'assurer à ces industries un libreaccès aux marchés étrangers. Ce modèle de libéralisation a été contesté lors des négociations de Cancún (2003) par certains pays du Sud, gros exportateurs agricoles, qui voudraient que leurs bourgeoisies nationales puissent aussi se tailler une part du gâteau. Dans ce conflit entre bourgeoisies du Nord et bourgeoisies du Sud, la nourriture est considérée comme une simple marchandise dont la fonction première est de permettre de dégager du profit pour les grandes entreprises agro-industrielles.

AGRO-INDUSTRIE CAPITALISTE

Dans cette perspective, l'agriculture est entièrement soumise à la loi du profit, au détriment d'autres considérations. Ceci implique la création d'un «prix mondial» des différentes productions qui s'imposent à tous les producteurs, indépendamment de leur taille et de leurs

ressources. Ce prix dicté par les entreprises capitalistes conduit à l'éviction des petites productions, notamment familiales, tant dans les pays du Nord que dans les pays du Sud (où les paysans forment de 30 à 70% de la population). Les pays du Sud sont contraints d'abandonner l'agriculture multifonctionnelle et de subsistance et de se spécialiser dans une monoculture d'exportation (par exemple le café) au détriment de leurs marchés domestiques et donc de leur auto-suffisance alimentaire.

Ce modèle agro-industriel capitaliste d'exportation suppose la restructuration des exploitations agricoles autour de très grandes exploitations (latifundias) de monoculture ainsi que le développement d'un prolétariat agricole salarié et l'investissement massif dans des machines et des engrais afin d'accroître le rendement des terres. Au-delà, il suppose une pleine maîtrise de la nature: ingénierie agricole, plantes génétiquement modifiées, etc. Des transnationales dominent la filière agro-industrielle du début (semences, engrais, machines,...) jusqu'à la fin (traitement, conditionnement, transport, distribution). Ce modèle a donc des conséquences sociales et écologiques (perte de biodiversité, pollutions, épuisement des sols, ...) très graves.

GRAVES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES

Le libre-échange agricole dicte la transition de l'agriculture vers un modèle agro-industriel capitaliste, en même temps qu'il soumet la consommation à des normes capitalistes: produits hors-saison, standardisation, domination par quelques transnationales de l'agro-alimentaire, etc. Il profite aux grands propriétaires terriens et à aux bourgeoisies des pays du Nord comme des pays du Sud, au détriment des paysans et des travailleurs de la filière agro-industrielle.

Le cycle de Doha est aujourd'hui au point mort. Néanmoins les négociations de libéralisation du commerce continuent, de façon plus sournoise, sur une base bilatérale. C'est pourquoi des résistances s'organisent, structurées autour de la Via Campesina, qui fédèrent des mouvements de paysans sans terre, de petits producteurs des pays du Sud comme des pays du Nord qui promeuvent un modèle non capitaliste d'agriculture. La «souveraineté alimentaire» qu'ils défendent souligne la nécessité d'une agriculture centrée sur la satisfaction des besoins humains et non la création de profits.

Romain Felli

SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE ET LIBRE-ÉCHANGE

La souveraineté alimentaire prône un commerce international juste qui :

- autorise des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à des prix inférieurs aux coûts de production (Dumping)
- garantisse un niveau de

prix agricoles suffisamment rémunérateur pour que les agriculteurs pauvres puissent investir et sortir de la misère

- autorise les différents pays ou groupes de pays à mettre en place, si besoin, des barrières douanières appropriées afin de développer leur propre secteur agricole.

- considère que la satisfaction des besoins alimentaires de l'ensemble de l'humanité est une priorité de premier ordre et une condition essentielle de la paix et la démocratie.

Source : Via Campesina

Quelles solutions pour une agriculture post-capitaliste ?

« Il existe peut-être trois chemins qui s'entrecroisent pour arriver à une agriculture post-capitaliste :

(1) L'éducation populaire pour repenser le rapport à la nourriture dans le cadre d'une réflexion « écologie et santé publique », pour sensibiliser à l'empreinte écologique et aux autres impacts de l'agriculture industrielle sur la santé humaine et l'environnement, et y inclure des stratégies de long terme sur les alternatives énergétiques, la désurbanisation et la relocalisation, ainsi que la démarchandisation de la nourriture.

(2) Des mobilisations de classe et paysannes portant sur le droit à la terre et le droit à la nourriture, qui puissent préfigurer des alternatives au marché de l'alimentation dominé par les grandes entreprises, qui génèrent des nouvelles conventions sur le commerce équitable, et basées sur le principe des avantages coopératifs (et non comparatifs).

(3) Utiliser la crise, et même l'effondrement, du système industriel de nourriture (qui se traduit par des maladies liées à l'alimentation, des pénuries d'eau, l'épuisement de terres fertiles pour l'agriculture intensive, le pic de pétrole, le changement climatique, etc.) afin de mettre en avant des modes alternatifs de production agricole et une régulation politique de l'approvisionnement en nourriture. »

Traduit de Philip McMichael, « Feeding the World: Agriculture, Development and Ecology. » In Socialist Register 2007, p.186.

DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

L'ALEA de l'agriculture suisse

La Suisse négocie depuis six mois un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne. Le monde paysan y est opposé. Explications.

Par *Géraldine Savary*

Cycle de Doha (en panne), principe du Cassis de Dijon (en voie d'acceptation parlementaire), politique agricole 2011, et aujourd'hui accord de libre-échange avec l'Union européenne... L'agriculture suisse n'en finit pas de passer de réformes en réformes, de négociations en négociations. Seul point commun de ces nouveaux champs politiques : la volonté du Conseil fédéral, des autorités politiques en général, de réduire, voire de supprimer les frontières nationales et les mesures protectionnistes. Qu'en est-il réellement? La question est légitime au moment où les diplomates suisses négocient avec l'Europe l'accord de libre-échange agricole.

Le 14 mars 2008, en effet, le Conseil fédéral décide d'entamer des négociations avec l'Union européenne en vue de signer un accord de libre-échange agricole (ALEA). Depuis novembre 2008, le dialogue est officiellement ouvert.

Si le dialogue est ouvert avec l'Europe, il reste difficile avec la paysannerie suisse. Les organisations professionnelles se plaignent d'être peu ou pas écoutées par le département de l'économie de Doris Leuthard et critiquent l'attitude condescendante de Jean-Daniel Gerber, chef du département, à leur égard.

Que propose l'accord, et quel est le mandat de négociations? L'ALEA devrait ouvrir globalement et réciproquement les marchés des produits agricoles et des denrées alimentaires. Il devrait permettre d'éliminer les entraves au commerce tant tarifaires (droits de douane et contingents) que non tarifaires (prescriptions diverses en matière de production et d'homologation). Cet accord concernerait tout autant les matières premières issues de l'agriculture (lait, animaux de boucherie, fruits et légumes) que

les produits transformés (saucisses, yogourts, pâtes alimentaires, etc.)

Selon le Conseil fédéral, cela aurait pour conséquence une amélioration de la compétitivité de l'agriculture suisse (qui n'en demande pas tant), de la croissance économique (ah bon vraiment?) et d'une baisse des prix pour le consommateur (à ce jour, impossible à prouver).

Toujours d'après le Conseil fédéral, notre PIB augmenterait de 0,5% et nos paysans exportateurs auraient la possibilité de gagner des parts de marché auprès des 450 millions de consommateurs de l'Union européenne.

Et comme même le Conseil fédéral doute qu'une suppression des barrières douanières soit sans effet sur le secteur agricole suisse – il évalue la perte pour l'agriculture suisse à 3 milliards, tout de même – il propose de mettre sur pied des mesures d'accompagnement en faveur des paysans par une affectation du produit des droits de douane pour la période 2009-2016.

Voilà donc les perspectives selon le Conseil fédéral. L'ALEA est bon pour l'économie, le consommateur, le paysan qui est prié tout de même de se reconverter avec l'aide des subventions de la Confédération.

LE MONDE PAYSAN S'OPPOSE

Qu'en pensent les principaux intéressés? Sceptiques? Le mot est faible. «Fermement opposés», telle est la position de l'Union suisse des paysans le 10 mars dernier. Pourquoi? Pourquoi refuser un marché de 450 millions de clients?

Par bon sens terrien sans doute. En Suisse, pas besoin d'être grand observateur pour constater que

les exploitations sont petites, la topographie irrégulière, les dispositions légales (protection des animaux, par exemple) exigeantes. En outre, terrains, machines, prêts bancaires sont onéreux. Une réalité qui rend les produits helvétiques fragiles face à la concurrence étrangère. Ces handicaps peuvent être compensés si le producteur suisse se prévaut de la qualité helvétique sur un produit d'exportation. C'est plus difficile pour une production où l'origine compte peu (pommes de terre, céréales, fruits et légumes).

C'est sûr, les produits labellisés de qualité suisse ou hautement transformés pourraient bénéficier de la suppression des frontières douanières. Mais, disent les paysans, la qualité ne se concilie pas avec la quantité. Mieux vaut nourrir 7 millions de Suisse par une agriculture respectueuse et exigeante que de vouloir fournir 400 millions d'Européens sur un marché difficile à conquérir...

En résumé pour l'agriculture «de masse» suisse (le canton de Vaud est concerné avec la production céréalière), l'ALEA représente une menace. Les produits suisses ne sont pas concurrentiels sur le marché européen et les produits européens, moins chers, envahiront le marché suisse. L'agriculture de «niche» a des chances de pouvoir améliorer ses chances d'exportation mais ses capacités de production sont insuffisantes pour faire face à la fois au marché européen et suisse.

QUELLES SOLUTIONS ?

Les paysans suisses privilégient une voie bilatérale modulable, plutôt qu'un accord global. Faire sauter les obstacles non-tarifaires (chicaneries administratives aux frontières de la part des pays importateurs), puis envisager l'ouverture du marché pour certains produits dotés d'un potentiel d'exportation (en particulier les produits bios, qui connaissent une véritable explosion de la demande ou la viande). Une négociation fine en somme, qui permettrait de mieux respecter la diversité de production de l'agriculture suisse. Le secteur du fromage n'est pas celui des fruits et légumes, des céréales ou des produits transformés. Grâce au subventionnement public, l'agriculture suisse a résisté à l'industrialisation. Certes nos territoires ne s'y prêtaient pas. Mais aujourd'hui, elle peut tirer fierté d'avoir su développer des marchés de niche, généraliser une agriculture respectueuse de l'environnement et des animaux, proposer aux consommateurs suisses des produits de qualité. Cette marque de fabrique, acquise aussi grâce à la pression politique, est aujourd'hui la recette pour améliorer la capacité d'exportation de la production suisse tout en assurant un approvisionnement national. Le Conseil fédéral, à vouloir aller plus vite que le vent, menace cet équilibre. En agriculture comme en politique, il faut savoir respecter les saisons.

LA SUISSE, UNE SOURIS GRISE SELON L'OCDE



DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

Le Cassis de Dijon laisse un arrière-goût amer

L'introduction du principe dit du «Cassis de Dijon» en Suisse est presque unanimement salué par la classe politique, et ce au nom de la «défense des consommateurs». Pourtant, à y regarder de plus près, il s'agit bien du premier jalon de la libre circulation des marchandises, qui soulève de sérieux problèmes sociaux et environnementaux, et qui mériterait une analyse plus critique.

Le débat public autour de l'introduction en Suisse du principe du «Cassis de Dijon» (voir encadré ci-dessous) s'est presque exclusivement focalisé sur deux enjeux: les questions liées aux relations avec l'UE et la liste des exceptions au dit principe.

Il n'est pas contestable qu'il s'agit là de deux éléments très importants: l'introduction unilatérale de ce principe en Suisse – sans équivalence dans l'UE pour les produits suisses – ne va pas sans poser de sérieux problèmes, notamment pour la paysannerie suisse; la Suisse semble à nouveau être dans une position de faiblesse face au partenaire européen, ce qui n'est pas de bon augure pour les négociations sur l'accord de libre-échange agricole.

Quant à la problématique des exceptions, il est primordial que les impératifs sociaux et écologiques suisses ne soient pas revus à la baisse en raison de la commercialisation automatique en Suisse des produits européens. Ceci expli-

que l'ampleur des critiques de certains milieux à l'encontre du premier projet du Conseil fédéral. Fort heureusement, diverses améliorations ont pu voir le jour, garantissant dans une certaine mesure la traçabilité et le contrôle des denrées alimentaires, par exemple.

UN NÉCESSAIRE DÉBAT DE FOND

Toutefois, ces discussions ont quelque peu éclipsé le nécessaire débat de fond qui devrait accompagner ce qui n'est rien de moins qu'un pas déterminant vers la libre-circulation des marchandises entre la Suisse et l'UE, en particulier des denrées alimentaires.

Le présupposé théorique du Conseil fédéral laisse pour le moins songeur: selon lui, les entraves techniques au commerce sont responsables de ce qu'il est convenu d'appeler «l'îlot de cherté» suisse et nuisent avant tout aux consommateurs/trice-s. L'introduction du principe du Cassis de Dijon

aurait un effet «supérieur à 0.5 % du PIB» sur la croissance. Cette croissance supplémentaire serait liée «à une baisse des prix induite par des importations meilleur marché, à une capacité concurrentielle élevée sur le marché intérieur suisse et aux avantages dérivant, pour les entreprises suisses, des économies d'échelle».

L'ALIBI DE LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS

Certes, on peut volontiers reconnaître que les procédures d'homologation de certains produits importés sont onéreuses et que leur suppression permettrait – du moins en théorie – de faire baisser quelque peu leurs coûts. Mais l'effet escompté par le Conseil fédéral ne se situe certainement pas à ce niveau-là. On mise en effet sur une pression beaucoup plus forte de la concurrence internationale pour faire baisser les coûts de production des biens suisses. A cela s'ajoute un autre problème: afin que les entreprises suisses ne soient pas défavorisées par cette réglementation, la révision légale prévoit qu'elles pourront se contenter de respecter les prescriptions en vigueur dans l'UE ou dans l'un de ses pays membres, et ceci même lorsqu'elles ne produisent que pour le marché intérieur.

On est donc en droit de craindre les effets à long terme de l'introduction du principe du «Cassis de Dijon» en Suisse: pression sur les salaires, revue à la baisse de certains standards de qualité, intensification des échanges commerciaux de den-

D.R.



Le Cassis de Dijon: meilleur dans du vin blanc que dans la politique agricole

rées alimentaires (exactement à l'encontre de l'idéal d'une relocalisation de l'économie), etc. De plus, il faut voir que le/la consommateur/trice n'est en rien assuré que le prix à la consommation soit effectivement diminué en conséquence.

Dans son message, ainsi que dans différents documents relatifs à l'introduction du principe du «Cassis de Dijon», le Conseil fédéral ne cesse de répéter que l'harmonisation des prescriptions techniques suisses avec le droit européen reste une priorité. Nous pourrions nous réjouir de cette vision s'il n'était pas certain que c'est bien d'un nivellement par le bas des standards de production qu'il s'agit. Par la bande, le principe du «Cassis de Dijon» en pose les premiers jalons...

Raphaël Mahaim

UN PRINCIPE IMPORTÉ DU DROIT EUROPÉEN

Au début du mois de mars, le Conseil des Etats a accepté une révision partielle de la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce (LETC) visant à introduire le principe dit du «Cassis de Dijon» dans la législation suisse. Le dossier doit encore passer devant le Conseil National. Selon ce principe bien connu en droit européen, tout produit commercialisé légalement dans un pays membre de l'Union européenne (UE) doit pouvoir l'être sans aucune restriction dans un autre pays

membre. Seules des exceptions justifiées par des intérêts publics prépondérants sont acceptables. Ce principe a été consacré par un arrêt de 1979 de la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE). La CJCE avait estimé que le refus allemand d'autoriser l'importation de la liqueur de cassis de Dijon, au motif que sa teneur en alcool était inférieure au taux minimal en vigueur en Allemagne, violait les dispositions du traité de Rome concernant l'interdiction des entraves au commerce.

DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

Se nourrir de produits du pays et de saison

Par Aline Flomir

Se nourrir de produits du pays et de saison, cultivés et récoltés avec soin et amenés par le producteur au marché : tel est l'enjeu de l'agriculture contractuelle. Plutôt que d'aller dans un supermarché anonyme acheter des fruits et légumes dont on ne sait pas grand chose sur les conditions de production, et qui ont souvent parcouru des milliers de kilomètres pour arriver en Suisse, de plus en plus de gens s'organisent afin de se procurer leurs aliments de base de façon locale et solidaire. En Suisse romande, les initiatives se multiplient : Les Jardins de Cocagne ou l'Affaire TourneRêve à Genève, les Jardins du Flon à Lausanne, le Lopin bleu à Neuchâtel, Notre panier bio à Fribourg, et des dizaines d'autres en Suisse romande. Pour Julien, jeune lausannois inscrit aux Jardins du Flon : « C'est plus agréable de se fournir chez des petits paysans que chez ces parasites de la grande distribution ».

DES LÉGUMES TOUTE L'ANNÉE

La formule la plus répandue consiste à s'inscrire dans une coopérative et à « s'abonner » à un panier de légumes qui arrive une fois par semaine. Dans ce panier se trouve la production hebdomadaire du paysan, dépendante des conditions de production : météo, etc. Surtout, c'est l'occasion de faire découvrir et partager des productions oubliées ou négligées par la grande distribution. « Ce qui est chouette c'est que ça t'oblige à manger toutes sortes de légumes, et tu dois aussi te creuser la tête pour savoir comment les préparer ! » s'enthousiasme Julien.

Pour le producteur, c'est la possibilité d'avoir un contact direct avec les consommateurs, ce qui permet de les rendre attentifs aux conditions de production

et à la rémunération du travail agricole. En ce sens, ces initiatives sont soutenues notamment par le syndicat agricole Uniterre, et elles ont donné lieu à la création d'une Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité (voir encadré). Elles permettent également de rendre attentif au travail des petits producteurs indépendants, au-delà des paysans : pêcheurs, bouchers, boulangers, etc.

Le succès est tel que pour plusieurs initiatives, les listes d'attente s'allongent et l'on cherche de nouveaux produc-



D.R.

teurs. Ces initiatives témoignent en tout cas que la recherche d'une qualité de vie qui passe par la qualité du travail et la production dans des conditions écologiques et sociales dignes n'est pas une utopie, mais est réalisable concrètement ici et maintenant.

FÉDÉRATION ROMANDE DE L'AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

Le 26 mars 2008, une douzaine d'associations d'agriculture de proximité se sont regroupés autour d'une « Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité » qui a adopté la charte suivante (extraits) :

L'agriculture contractuelle de proximité lie par contrat des consommateur-trice-s et un/des producteur-trice-s d'une région définie pour un approvisionnement de produits alimentaires. Ce contrat définit la qualité, la quantité, le mode de production, les prix et les modalités de livraison des produits.

- Chaque agriculteur-trice membre travaille son domaine dans l'optique d'une agriculture durable.

- L'agriculture contractuelle de proximité doit favoriser un développement agricole qui permette au plus grand nombre d'agriculteur-trice-s d'accéder au métier et d'en dégager un revenu rémunérateur.

- Chaque membre est encouragé à minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement. Les consommateurs et les producteur-trice-s revendiquent une agriculture exempte d'OGM.

- La dimension humaine et la relation de proximité sont une priorité: la relation directe entre consommateurs et producteur-trice-s est essentielle.

- Le prix contractualisé doit assurer une juste rémunération des personnes qui travaillent sur le domaine agricole. La juste rémunération tient compte des coûts de production du domaine, des aléas de production (par ex. météo) et actions spécifiques mises en oeuvre à la demande des consommateurs.

- Le préfinancement de la récolte et de la production est souhaité. Le consommateur devrait payer à l'avance tout ou partie de ce qu'il va recevoir.

Liste noire

Vous apercevez une botte d'asperges qui trône parmi ses consoeurs mexicaines sur les étals des grandes surfaces? Passez votre chemin. Vous vous apprêtez à craquer pour une barquette de framboises étrangères, couleur des étés de votre enfance, ramassées par ceux qui n'en ont plus? Résistez aux souvenirs. Vous lorgnez des poivrons, rouges comme les chaudes lumières des néons des serres italiennes? Changez de rayon fissa.

Et pendant qu'on y est, oubliez le basilic-persil-coriandre-menthe d'Israël, les ananas du Ghana, les haricots d'Afrique de Sud, toujours petits, toujours verts, alignés couverts sous le cellophane, le filet de sole pêché en Hollande, découpé en Afrique, renvoyé en Hollande, puis vendu dans toute l'Europe, la tomate espagnole de serre, aussi acide qu'un pesticide.

Grandes surfaces, restaurants, consommateurs, cessons de céder à la tentation de manger des produits écologiquement désastreux et socialement inhumains. Privilégions les produits de saison, les producteurs locaux, les saveurs bientôt oubliées de nos régions. Alors bien sûr, manger des choux, des carottes et des navets pendant quatre mois ne constitue pas le meilleur moyen de résister au moral en berne, aux ciels sombres et à la fin du secret bancaire. Bien sûr, les « légumes oubliés » de l'hiver nécessitent travail d'épluchage et effort d'imagination culinaire (je vous conseille la soupe de panais, c'est délicieux, si, si). En attendant le printemps, l'été et les fruits rouges, faites la liste noire de vos achats!

Géraldine Savary

DOSSIER: AGRICULTURE ET LIBRE-ÉCHANGE

«Il ne faut pas confondre souveraineté alimentaire et autosuffisance!»

PdG : La Suisse dépend-t-elle du commerce international pour se nourrir ?

Camille Kroug : En l'état actuel, oui. Par exemple, plus de la moitié des légumes consommés en Suisse sont importés. La Suisse n'est pas autosuffisante, et il faudrait une restructuration totale de l'agriculture pour qu'elle le soit.

N'y a-t-il pas alors une absurdité à défendre la « souveraineté alimentaire » ?

Attention, il ne faut pas confondre « souveraineté alimentaire » et « autosuffisance » ! Le principe de la souveraineté alimentaire suppose qu'un pays puisse avoir le choix de la manière de nourrir sa population ; cela peut se réaliser ensuite de différentes façons. La souveraineté alimentaire s'oppose à l'imposition, par le biais d'accords commerciaux notamment, d'un modèle unique de développement agricole et de fourniture de l'alimentation. Pour la Suisse, ce concept signifie la défense d'une agriculture forte.

« Agriculture forte » ?

La politique agricole suisse a peu à peu abandonné la notion de production, pour transformer l'agriculteur en un « jardinier du paysage ». Ce sont

les services environnementaux qui sont subventionnés, mais de moins en moins la production alimentaire. La défense d'une agriculture forte remet la notion de production au centre de la fonction d'agriculteur, ce qui ne signifie pas une indifférence aux conditions environnementales, bien au contraire.

Une telle souveraineté alimentaire est-elle remise en cause par le libre-échange agricole ?

Oui, la dérégulation des échanges commerciaux conduit à des conséquences néfastes. Premièrement, le libre-échange amène des formes de « dumping ». Les paysans suisses ne peuvent pas produire à des coûts aussi bas que dans d'autres pays. L'ouverture du marché amène donc à la disparition de ces producteurs. Deuxièmement, on perd la maîtrise sur les normes, notamment sanitaires, de production, qui sont relativement élevées en Suisse. C'est tout le problème du « Cassis de Dijon ».

Cela a-t-il aussi des conséquences écologiques ?

Il y a bien sûr un accroissement du transport des marchandises, ce qui est incompatible avec l'idée de relocaliser l'économie. Près de 90% des asperges que l'on trouve en Suisse ont été



Les Jardins du Flon à Lausanne

produites au Chili et amenées par avion ! Mais plus profondément, cela a des conséquences écologiques dans les pays du Sud qui sont forcés à la monoculture intensive d'exportation, au détriment de leur propre souveraineté alimentaire et du respect d'une agriculture soucieuse de l'environnement.

Mais à l'inverse, les prix de l'alimentation ne sont-ils pas trop élevés en Suisse ? Le libre-échange ne peut-il pas les faire baisser ?

Là, je crois vraiment qu'il faut recadrer le débat ! En Suisse, un consommateur utilise, en moyenne, moins de 8% de son budget pour l'alimentation. C'est le taux le plus bas d'Europe ! Ensuite, il faut bien sûr se battre contre les marges abusives des distributeurs et autres intermédiaires, mais dans le fond on doit défendre l'idée d'un prix juste pour les produits agricoles. La nourriture, c'est tout de même la base de la vie. On ne peut pas constamment défendre l'idée de réduire les prix agricoles au mépris des producteurs et des conditions de production.

Faut-il donc repenser la consommation ?

Il faut repenser notre

rapport à la nourriture, ce qui passe aussi par une réflexion sur la contradiction ville/campagne. L'agriculture est à un tournant et elle doit montrer qu'elle est pleinement intégrée à la vie quotidienne des gens, en particulier en ville. La baisse des prix a des coûts sociaux et environnementaux. D'ailleurs, les supermarchés casseurs de prix commencent à avoir mauvaise presse. La crise écologique et la crise climatique, de même que certains scandales alimentaires incitent de plus en plus de gens à réfléchir sur la provenance et les conditions de production de ce qu'ils mangent.

Concrètement ?

Par exemple, on assiste à un boom de l'agriculture contractuelle et de la vente directe. Rien que dans le Canton de Vaud, après Lausanne, ce sont Yverdon, Nyon par exemples qui s'y mettent. Ces initiatives visent à rapprocher le producteur du consommateur, ce qui rend ce dernier plus attentif aux conditions de production, au travail de l'agriculteur, mais aussi tout simplement aux saisons et aux conditions météorologiques. Le succès est tel qu'on a maintenant de la peine à trouver des producteurs.

Propos recueillis par RF



Camille Kroug, 28 ans, est à la fois secrétaire de l'Union syndicale vaudoise (USV) et secrétaire de l'Association des Marchés paysans. Après des études de géographie à l'Université de Neuchâtel et un mémoire consacré à la provenance des légumes consommés en Suisse, elle a fait un stage chez Uniterre.

Engagée depuis une année aux Marchés paysans, elle promeut l'agriculture contractuelle et la vente directe.

La France au bord de l'explosion sociale

82 % des Français-es pour 200 euros de hausse de salaire. 75 % pour le contrôle des licenciements.



Par Gérard Filoche,
Démocratie et socialisme

Mon ami Jean-Jacques Chavigné a débusqué deux sondages qui ne font pas la « une » des médias, l'un de Libération - Voice du 11 mars, l'autre de L'Humanité - Dimanche du 19 mars et il en tire toutes les bonnes conclusions. Les deux sondages disent que l'électorat de Sarkozy le lâche. Ils disent que 89 % veulent un blocage des prix, 79 % un gel des loyers, 82% veulent 200 euros de hausse de salaire et 75 % veulent interdire les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices.

L'exigence populaire la plus puissante en cette période de crise provoquée, alimentée, par le patronat, la finance et la politique de l'UMP, c'est de redistribuer les richesses : en urgence ! Et comme il y a aussi 78 % des Français qui approuvent la grève du 19 mars, le pouvoir a intérêt à prendre cela au sérieux : car ce sont des chiffres inouïs, sans précédent ! Le pays

est au bord de l'explosion et la haine sociale grandit contre les patrons voyous, les banquiers véreux et les actionnaires rapaces.

LE « SARKOZYSME » EST EN HAILLONS

Ce pouvoir qui dirige pour les 1 et les 2 % les plus riches de la population nous conduit dans le gouffre. Il n'a d'ailleurs plus de légitimité, vu qu'il fait, en tout, le contraire de ce qu'il proposait officiellement quand il a été élu, il y a deux ans... La contradiction est telle que des élections anticipées commencent à apparaître nécessaires si on veut que le pays se retrouve en accord avec un gouvernement capable de nous sortir de la crise : sinon, on va vers un million de chômeurs de plus en 2009 et une régression de plus de deux points du PIB. L'explosion est assurée.

Mais la question se pose à la gauche et en premier au Parti socialiste : oui ou non, sommes-nous à la hauteur de ce qui se passe et s'annonce ? Com-

prend-on qu'il faut répondre aux attentes du salariat qui ne supporte plus ce qui se passe ?

Exigeons le contrôle immédiat de la puissance publique et de son inspection du travail sur les licenciements ! Exigeons une hausse massive des salaires pour toutes et tous comme moyen de relance et de protection de l'emploi ! Et mettons en accusation le sarkozysme comme fauteur de crise, d'injustice, de désordre social en demandant des élections anticipées pour faire face à la nouvelle situation de crise économique et sociale !

Il est urgent que le PS soit à la hauteur ! Qu'il prenne les moyens d'une union nouvelle de toute la gauche, d'un programme commun. Il faut un débouché politique aux mouvements du 29 janvier et 19 mars.

Réforme agraire en Bolivie

On se souvient que le 25 janvier les Bolivien·ne·s ont approuvées à 61% une nouvelle constitution préparée dans la foulée de l'élection d'Evo Morales à la présidence de la République. Or le même jour, 80 % des votant·e·s se sont exprimé·e·s en faveur d'une autre mesure qui visait à la limitation de la superficie maximale de la propriété foncière à 5 000 hectares.

Il faut dire que la Bolivie connaît une des répartitions foncières les plus inégales de la planète. Par exemple, dans l'est du pays, quatorze familles latifundiaires détiennent à elles seules plus de 300'000 hectares. Pour mémoire, la superficie de la Suisse est de 41'000 hectares... Une réforme agraire est donc demandée par les mouvements indigènes depuis plusieurs années, ces mêmes mouvements qui ont porté Morales au pouvoir.

Fort de cette nouvelle loi, le gouvernement bolivien a déjà réquisitionné de nombreuses terres inutilisées, dont 40'000 hectares dans le département de Santa Cruz qui appartenaient à cinq familles seulement. A la mi-mars, le président Morales a ainsi pu procéder à la distribution des 34 premiers titres de propriétés à des indigènes Guaranis, qui ont travaillé ces terres depuis plusieurs siècles, y compris en esclavage.

Tout laisse néanmoins à penser que les grands propriétaires terriens appuyés par le droite réactionnaire bolivienne préparent des résistances musclées à cette expérience socialiste et démocratique. La majorité de la population néanmoins soutient ces réformes.

Résultats électoraux du Parti socialiste: quelle lecture?



Surpersonnalisation de la politique et analyses à l'emporte-pièce ne font pas bon ménage. Les résultats électoraux parfois catastrophiques, il est vrai, du Parti socialiste dans certains cantons alémaniques s'expliqueraient notamment par un président du PSS «pas encore suffisamment connu» outre-Sarine, nous dit-t-on dans les médias. Difficile de croire à cette argumentation alors qu'au plus tard depuis l'éviction réussie de Christoph Blocher du Conseil fédéral et son arrivée à la tête du PSS, Christian Levrat est extrêmement présent. Abstraction faite du dossier de la position du parti à l'égard de la thématique de la sécurité publique qui a beaucoup trop longtemps occupé le devant de la scène en 2008, le PSS a réussi à imposer des débats politiques importants à l'échelle nationale: rémunération des haut-e-s dirigeant-e-s, participation directe des pouvoirs publics dans la gestion des entreprises soutenues par l'argent public, politique de crise de la Confédération.

DES PROBLÈMES DE FOND

Le problème est ailleurs et l'espace trop court pour l'aborder en profondeur. Trois points cependant. Premièrement, dans une partie de l'élite socialiste, la

député-e-s socialistes au Grand Conseil zurichois en faveur d'allègements fiscaux touchant des ménages jusqu'à 180'000.- de revenu imposable annuel. Autrement dit, près du triple de ce que gagne un-e salarié-e suisse en moyenne sur une année. L'engagement prioritaire pour la justice fiscale et l'amélioration de la politique sociale en subissent les conséquences. Et l'électeur populaire a tendance à voir ailleurs ou à ne voir nulle part, en s'abstenant.

En second lieu, un certain «pragmatisme» gestionnaire fait en sorte que les clivages réels entre la gauche et la droite sont souvent gommés et les socialistes se voient associé-e-s, à tort ou à raison, à une sorte d'Union sacrée de l'ensemble des partis gouvernementaux. Dans les cantons où de véritables progrès sociaux peuvent être obtenus, cette dilution partielle de l'image ne pose pas de problème particulier. Par contre, là où la gauche participe à des gouvernements au rapport de force écrasant en faveur des partis bourgeois, le problème peut devenir profond.

DÉMOCRATISATION

Enfin, aussi longtemps que le réformisme de croissance (c'est-à-dire l'exigence que la

question sociale ou la thématique de la redistribution des richesses ont fait place à une domination d'un discours sur la «qualité de la vie» aux contours flous. Conséquence: une plus forte préoccupation pour un électeur hautement diplômé et souvent très bien payé. Une preuve récente en est par exemple l'entrée en matière des

majorité populaire puisse participer à la redistribution des fruits de la croissance économique sans que ne soit touchée la structure de l'économie) conditionne de manière forte la politique socialiste, il restera difficile de créer une dynamique politique durablement favorable au PSS. La perspective d'une démocratisation et pacification constante de l'ensemble des activités humaines a joué un rôle tout aussi important dans l'histoire de la gauche démocratique que celle d'une amélioration des conditions de travail et de vie immédiates. Intégrer à nouveau ces deux

dimensions de la raison d'être du projet socialiste prendra du temps. Les positions de Christian Levrat indiquent en tout cas que cette volonté est intacte à la tête du parti. Aux sections locales et aux militant-e-s de s'approprier également ce débat central.

Philipp Müller

NDLR

*On a beaucoup glosé sur l'annonce de la fusion-absorption d'Edipresse par Tamedia, le grand méchant loup suisse-allemand. Il est vrai que la diversité de la presse s'en trouve fort menacée: la perte du *Matin bleu* est assurément un sale coup porté au journalisme indépendant de qualité...*

Néanmoins, une autre fusion opérée par Edipresse a été bizarrement absente des médias, celle de 24heures et du parti radical. Cette fusion se préparait depuis quelques temps déjà. 24heures avait rétrogradé son statut de «grand quotidien suisse» à celui plus modeste de «grand (et unique) quotidien vaudois». Et suivant l'équation qui veut que le parti radical soit l'Etat vaudois, 24heures est désormais la feuille officielle du PRDV et du président du Conseil d'Etat vaudois.

Cette fusion a été immédiatement concrétisée par la parution d'un supplément à 24heures présentant de manière neutre et objective la politique fiscale excellente de Pascal Broulis, et vantant les mérites de l'imposition sur la dépense. Cette dernière, contrairement à ce que de vils socialistes essaient de faire croire, ne profite pas qu'aux riches mais aussi aux finances cantonales.

Et il est important que 24heures se soucie des finances cantonales, car la fonction de conseiller personnel de certains Conseillers d'Etat radicaux constitue un débouché naturel pour certains journalistes de 24heures... Mais l'Etat en bon père de famille devrait aussi se soucier des finances de 24heures, car 24heures constitue après tout aussi un débouché pour certains conseiller personnels de Conseiller d'Etat radicaux.

Aline Flomir

Pour les non vaudois: rappel des épisodes précédents

5 janvier: Justin Favrod quitte Pascal Broulis dont il était le conseiller personnel pour prendre la direction de la rubrique «Vaud» de 24heures.

4 février: Laurent Busslinger, journaliste à la rubrique «Vaud» de 24heures devient conseiller personnel de Pascal Broulis

Quand les solidarités font «pop!»

Par Bella Garditino

Certaines voix, à gauche, tentent de le faire croire: les vieux clivages sont en passe d'être dépassés, l'unité approche – anciens communistes, trotskistes et anarchistes boiront bientôt ensemble à la grande fête de la vraie contestation.

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France ou Die Linke en Allemagne le démontrent supposément: les cartes se redistribuent, et les grilles d'analyse doivent changer. Le monde aussi d'ailleurs, juste après si possible.

Dans ce cadre, la Suisse romande a connu une expérience intéressante, celle d'une alliance entre le Parti suisse du travail (PST, dont certaines sections s'appellent POP, Parti ouvrier et populaire), héritier du Parti communiste suisse, et solidaritéS, descendante de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR, trotskiste). Il faut ajouter qu'elle vient d'échouer officiellement: la coalition «A gauche toute» a cessé d'exister au niveau national à la fin du mois de janvier 2009.

ON RECHERCHE : BESANCE-NOT ROMAND

La gauche trotskiste change donc de projet et annonce un NPA suisse (romand?), notamment lors du Congrès interrégional de solidaritéS, dont le compte rendu (paru dans solidaritéS du 19 mars 2009) évoque le caractère «stratégique» d'une alliance avec les autres forces anticapitalistes. Notons que trois organisations romandes étaient représentées lors de la fondation du NPA à la Plaine-Saint-Denis: solidaritéS, la Gauche anticapitaliste et le Mouvement pour le socialisme. Ce qui garantit qu'il y aura du monde et des amendements pour lancer le pendant suisse.

Mais voilà, solidaritéS, seule des trois formations à disposer de représentant-e-s élu-e-s dans des organes législatifs dans plusieurs cantons, est encore liée localement par des alliances avec le Parti ouvrier et

populaire (POP) – et donc avec des membres d'exécutifs, comme c'est le cas à Lausanne par exemple. Et cela alors même que la plate-forme «Un mouvement

un modèle de dynamisme même s'il existe en son sein des courants minoritaires demandant la création d'une nouvelle organisation. La fusion, à l'allemande,

retrouver «leurs faucilles et leurs marteaux» (comprendre: le PST), le POP, souvent allié aux socialistes, voire aux Verts, se sent seul. C'est là qu'intervient le récent appel «pour une vraie force politique alternative de gauche en Suisse». Qui pourrait être contre?

TOUS DIVISÉS SAUF MOI

Explicitement, l'appel en question, émanant de la Gauche alternative valaisanne et relayé dans les cercles populistes, renvoie dos à dos traîtres sociaux-libéraux et anticapitalistes éparpillés. Implicitement, il est aussi une critique du PST, qui a décidé de se renommer prochainement en Parti communiste.

On passera sur la comparaison politiquement intenable avec le Parti de Gauche, fondé en France par Jean-Luc Mélenchon, ancien trotskiste démissionnaire du PS. On se bornera à prédire que le nouveau parti revendiquera ce qu'il est de bon ton de revendiquer: une volonté de rapprocher les gauches, de fédérer les luttes, de réunifier les forces, etc. On souhaitera le succès d'une telle entreprise. Hélas, on n'y croira pas vraiment.

anticapitaliste, féministe et écologiste pour le socialisme du 21e siècle», publiée dans solidaritéS du 26 juin 2008 et adoptée lors du Congrès, exclut explicitement «toute forme d'alliance [...] gouvernementale avec la social-démocratie». Un rejet de l'alliance dite «rose-rouge-verte» qui a précisément permis de faire élire le Municipal popiste Marc Vuilleumier à Lausanne, sous la bannière «A gauche toute».

Mais ce ne seraient là que des problèmes secondaires si solidaritéS n'avait pas, en la personne de Daniel Perdrizat, un élu à l'exécutif de la Ville de Neuchâtel. Pire, à en croire l'article de solidaritéS du 27 février 2008, cet élu participe clairement d'une majorité socialistes-POP-Verts-solidaritéS en Ville de Neuchâtel, «tant au niveau du Conseil général [législatif] que du Conseil communal [exécutif]». Ennuyeux pour un mouvement qui vient de décider qu'aucun accord de gouvernement ne pouvait être passé avec le PS ou les Verts...

UN PARTI MOINS COMMUNISTE

Quant à l'autre partie d'«A gauche toute», elle n'a pas renoncé à la refondation. Là aussi, il faut rénover. Hélas, les exemples manquent. Le Parti communiste français n'est pas

des communistes avec une nouvelle extrême-gauche vient, nous l'avons vu, d'échouer en Suisse. Quant au cas italien, il ne fait que raviver la crainte d'une disparition par assimilation dans une coalition trop large...

On comprend donc l'isolement que décrit J. Zisyadis sur son blogue: entre ceux qui cherchent leur «leur Besancenot sexagénaire» (comprendre: les divers mouvements héritiers de la LMR) et ceux qui veulent



RÉFORMISME DANS LE RÉFORMISME

Vous avez remarqué qu'en France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) est devenue le nouveau parti anticapitaliste ! En Suisse, la Ligue marxiste révolutionnaire existe aujourd'hui (entre autres) en tant que solidaritéS, ou encore Gauche anticapitaliste. Les autres composantes de la « gauche de la gauche » ont toutes abdiquées le terme « révolutionnaire », et la « vraie force politique alternative de gauche en Suisse » s'appellerait probablement « La Gauche », à l'instar de la scission mélancolique du PS en France ou de Die Linke en Allemagne.

Et encore, s'il ne s'agissait que de noms, mais aucune de ces formations ne pose ouvertement la question de la méthode révolutionnaire. Aucune ne discute de la question de la violence politique. Toutes ces gauches « à la gauche du PS » se réclament dans le fond du réformisme, c'est-à-dire du travail syndical et parlementaire. Elles nouent (ou non) des alliances électorales et avancent des revendications qui pour être anticapitalistes n'en sont pas moins historiquement sociale-démocrates. Bref, on assiste à un magnifique mouvement de réformisme dans le réformisme. Et c'est tant mieux, car le réformisme, pour autant qu'il soit radical (André Gorz) est une révolution lente (Otto Bauer).

Aline Flomir

Che : Rien de nouveau sous le soleil

Au mois de janvier ont été successivement projetées sur les écrans les deux parties du film de Steven Soderbergh, consacrées au Che, devenu une véritable icône dans le monde entier quitte à devenir parfois une simple image commerciale par une de ces ruses dont l'histoire a le secret.

Par Julien Guérin, *Offensive socialiste*

Principal protagoniste de la révolution cubaine dont on fêtait le 50ème anniversaire en janvier, Che Guevara a depuis fasciné des générations successives de militants. Dans le film, le révolutionnaire est magistralement incarné par Bénéicio Del Toro dont la performance a d'ailleurs été saluée en mai 2008 par le prix d'interprétation au festival de Cannes.

Soderbergh a choisi de ne pas faire une biographie complète du Che mais de consacrer chacune des deux parties du film à deux moments clés de sa vie : la lutte dans la Sierra cubaine entre 1956 et 1959 avant la prise du pouvoir à la Havane dans le 1er volet, l'échec final et prévisible de la guérilla en Bolivie en 1966-67 dans le second. On ne sait donc rien du jeune Guevara, étudiant en médecine argentin épris

de justice sociale. De même, on ignore tout de l'action gouvernementale du Che comme ministre de l'Industrie cubaine entre 1960 et 1965... C'est une première vraie limite du film.

Deuxième déception : le manque de recul et de contextualisation historique et politique... Le Che est sans cesse présenté comme un Robin des bois des temps modernes sans véritable explication du sens de son engagement. Lors de l'épisode bolivien, on a parfois un peu de mal à suivre les conflits sous-jacents avec les communistes locaux et la longue descente aux enfers des guerilleros ne nous apprend rien de plus que ce que l'on savait déjà.

Cependant, le film possède d'indéniables qualités esthétiques et la scène finale (où le Che détenu est fusillé par des agents de la CIA) est particulièrement réussie dans la mesure où elle évite de sombrer dans le



pathos. L'œuvre de Soderbergh reste donc plutôt intéressante puisqu'elle permet de mieux comprendre les ressorts du triomphe des compagnons de Castro et du Che : la volonté d'en finir avec la domination et le pillage de l'île par les Etats-Unis, la revendication d'un meilleur partage des richesses et des terres et tout simplement la libération totale de

Cuba (qui a formellement accédé à l'indépendance en 1898) sur le plan économique et politique.

Même si nous sommes en profond désaccord avec les méthodes guévaristes, nous nous battons pour les mêmes objectifs. En effet, la lutte armée s'est soldée par de cuisants échecs dans toute l'Amérique latine dans les années 70 et 80. Les révolutions démocratiques à l'œuvre à l'heure actuelle en Bolivie, en Uruguay ou au Venezuela ont fait bien plus pour la cause de la gauche que ces inutiles guérillas où sont morts vainement des milliers de militants. Malgré les entorses démocratiques à Cuba, on ne peut qu'être enthousiasmé par les légitimes aspirations de la révolution de 1959 et par cette belle idée que seul le socialisme libère vraiment les hommes et les peuples de toutes les formes de domination et d'exploitation.

André Gorz pour notre temps



D.R.

Deux ouvrages récemment parus font le point sur l'actualité de la pensée d'André Gorz et l'utilité qu'elle peut avoir aujourd'hui. Gorz, le philosophe et journaliste disparu il y a peu (voir PdG n°60) a toujours défendu une ligne politique

proche de la nôtre, qu'Arno Münster qualifie ainsi : «défense de l'émancipation comme mouvement de l'auto-organisation spontanée d'espaces d'autonomie et de coopération volontaire des sujets cherchant une

alternative concrète à l'ordre économique et social du capitalisme actuel.»

C'est l'intérêt de l'excellent petit livre d'Arno Münster que de souligner cet aspect de l'oeuvre et de l'engagement de Gorz. Contrairement à certain-

nes lectures qui ne retiennent de Gorz que ses travaux sur la société numérique ou la réduction du temps de travail, voire qui réduisent sa pensée au titre de l'un de ses livres («Adieu au prolétariat»; la plupart de ceux qui citent cet ouvrage n'y ont d'ailleurs rien compris...), Münster souligne l'engagement permanent de Gorz avec un marxisme révolutionnaire qu'il a constamment tenté d'actualiser. Ceci fait de Gorz un penseur central pour le mouvement ouvrier dans sa quête d'émancipation de la domination capitaliste et donc de la sortie du travail salarié. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que Gorz soit un penseur majeur de l'écologie politique, en tant que lutte contre le techno-fascisme.

Le second ouvrage regroupe différentes contribu-

tions portant à la fois sur des éléments biographiques et politiques (lire l'article de Jean Zin sur Gorz et l'écologie politique) tandis que d'autres débattent de sujets chers à Gorz, notamment la sortie du travail et l'allocation universelle.

Il faut donc lire Gorz, aujourd'hui plus que jamais. Le petit livre de Münster constitue une parfaite introduction à cet auteur essentiel.

RF

À LIRE:

Arno Münster, André Gorz ou le socialisme difficile, Paris, Lignes, 2008

Christophe Fourel (dir.), André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle, Paris, La Découverte, 2009

Du capitalisme à la civilisation

Jean Ziegler vient de publier *La Haine de l'Occident*. Ce livre a obtenu le 25e Prix littéraire des Droits de l'homme. Sylvain Thévoz s'est chargé de l'interviewer.

Quelle est votre lecture de ce qu'on appelle la crise des sub-primes et de l'effondrement de l'UBS?

En décembre 2007, l'UBS avouait une perte de 15 milliards de francs. Mars 2008 : les spéculateurs de l'UBS doivent avouer des pertes supplémentaires de 25 milliards de francs. Le 1er avril enfin, ils avouent 19 milliards de francs de perte additionnelle.

Octobre 2008 : les prédateurs se rendent à Berne et exigent le soutien de la Confédération. Le 16 octobre, le Conseil fédéral à majorité bourgeoise verse 6 milliards de francs, sous forme d'un prêt d'urgence à l'UBS. Puis la Banque nationale établit une société de portage. Les fonds publics mobilisés pour cette société sont de 60 milliards de dollars. Celle-ci permet à l'UBS de se débarrasser des créances pourries, c'est-à-dire de tous les papiers non négociables qu'elle a accumulés. Qui paie ? Vous et moi, les contribuables !

Comment est-on arrivé à un tel laisser-aller de la part de l'entreprise et de la gouvernance?

Le système de la course au profit fonctionnait de telle manière que si le bilan augmentait, les boni de la direction et du conseil d'administration allaient de pair. De cette manière, des malfaiteurs comme Ospel, Kurer, Rohner et leurs complices empochaient des dizaines de millions par an en gonflant leurs bilans avec des crédits pourris. Maintenant que le moteur cale, la Banque nationale rachète les crédits pourris.

Pourquoi le Conseil fédéral ne demande-t-il pas de contreparties à l'UBS ?

Quand on donne de tels crédits, on doit exiger des contreparties. Le Conseil fédéral aurait dû exiger le remboursement de toutes les bonifications. Aucun dirigeant n'a été désa-

voué, aucune condition n'a été posée. Il aurait fallu prendre un paquet d'actions minimal afin de pouvoir influencer les politiques de la banque et exercer un droit de contrôle. Mais la délégation des finances du Conseil fédéral était alors composée des conseillers Couchepin, Leuthard et Widmer-Schlumpf. Or, ceux-ci représentent les partis qui ont reçu des millions chaque année de la part de l'UBS.

Une banque peut-elle légalement graisser la patte de partis politiques en Suisse?

Il n'existe pas de lois sur le financement des partis ni sur l'incompatibilité des mandats. Le dernier des analphabètes, du moment qu'il est élu au parlement, est coopté dans les conseils d'administration de grands groupes comme l'UBS ou Nestlé. Peter Spühler par exemple, membre de l'UDC, était au conseil d'administration de l'UBS. Un conseiller d'administration touche 500'000 francs pour trois séances par an dans un hôtel de luxe. Nous avons un parlement largement colonisé.

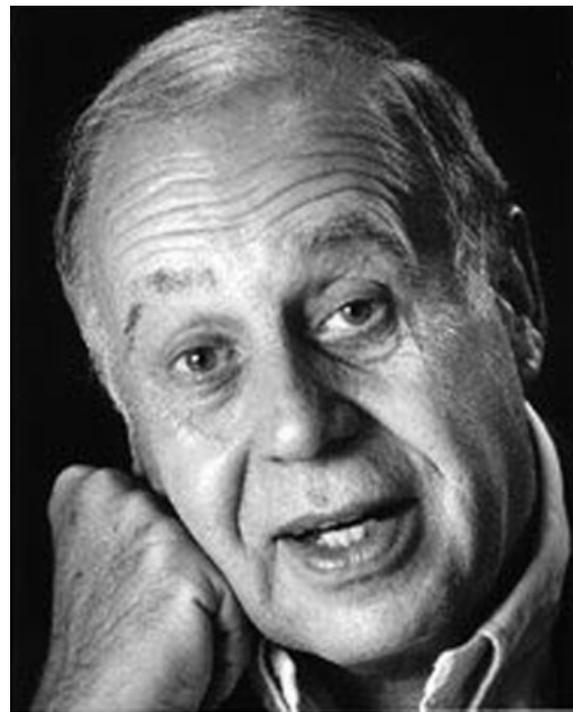
Est-ce limité au domaine bancaire ?

Non ! Lorsque la nouvelle loi sur les assurances privées est passée au Conseil national, il n'y avait eu, dans la commission préparatoire, que des représentants des conseils d'administration des assurances privées. Nous n'avons pas de loi sur l'incompatibilité. Nous n'avons pas non plus de loi sur le financement des partis. Quand Kurer est venu à Berne, il est allé voir ses clients. La délégation des finances du Conseil fédéral était redevable à l'UBS qui finance leurs partis à coups de millions. Comment auraient-ils pu refuser de dépanner leur bienfaiteur ? Maintenant, le débat public va venir, mais il est trop tard. L'argent a été donné et l'UBS a poussé l'arrogance jusqu'à dire qu'elle

n'en avait pas besoin ! C'est d'un cynisme effrayant. La société créée avec l'argent de la Banque nationale devait recueillir les crédits pourris des sub-primes américains. L'UBS y déverse maintenant des crédits polonais, tchèques et autres. Tout ce qui est pourri ou menace de l'être, ils le mettent dans le panier et c'est nous qui payons.

Un parlement suisse colonisé, des lois qui sont votées par-dessus la tête des parlementaires... Que reste-t-il de la démocratie?

Il faut nuancer. Le parlement est colonisé, c'est un fait. Mais il y a 42 socialistes sur 244 parlementaires qui ne sont pas cooptés. Voltaire a dit : « La



WWW.FILIGRANES.BE

liberté est le seul bien au monde qui ne s'use que si on ne l'utilise pas ». En Suisse, nous disposons de droits constitutionnels formidables ; à nous de nous en saisir et de les utiliser pour instaurer la justice sociale.

Propos recueillis par Sylvain Thévoz

DIRE NON !

Jean Ziegler, on sent aujourd'hui qu'une force est présente dans la société, une force qui dit non. Quelle est la nature de ce non ?

Dans les partis, on est toujours ramené au dogme ou au programme. Or, ce n'est pas seulement là que l'histoire se passe. Si nous ne savons pas bien ce que nous voulons, nous connaissons avec certitude ce que nous ne voulons pas. Nous refusons qu'un enfant meure de faim toutes les cinq secondes. Nous ne voulons pas être gouvernés par une main invisible qui rend infiniment riches quelques-uns et renvoie à la souffrance des milliards d'autres. Nous ne voulons pas de paradis fiscaux ni d'armées inutiles, ni d'oppression de l'homme par l'homme.

Il n'y pas de lois naturelles de l'économie. Ce sont les spéculateurs qui ont voulu nous faire croire aux autorégulations. En fait, sans régulation, sous la prétendue loi naturelle, c'est la loi du pillage qui domine. Il ne s'agit pas de civiliser le capitalisme mais de passer du capitalisme à la civilisation.

Chico Mendes (1944-1988)

« D'abord, je croyais me battre pour sauver les hévéas, puis je croyais me battre pour sauver la forêt amazonienne. Maintenant, je me rends compte que je me bats pour l'humanité ».

Francisco Mendès Alves Filho dit Chico Mendes (né le 15 décembre 1944 à Xapuri au Brésil, assassiné le 22 décembre 1988 dans cette même ville) était le leader militant syndicaliste brésilien le plus connu parmi ceux qui ont défendu les droits des *seringueiros*, ouvriers chargés de recueillir le latex dans les plantations d'hévéa d'Amazonie. Après de nombreux combats syndicaux et personnels pour la défense de la forêt amazonienne et de ceux qui en vivent, il fut assassiné sur ordre d'un riche propriétaire terrien.



agenda

Jusqu'au 7 mai

Cycle de conférences – Géopolitique, géostratégie et paix dans le monde d'aujourd'hui
18h30 – 20h30, Université de Genève, Uni Mail, Genève

Jusqu'au 31 mai

Exposition-photographique « Défenseurs et défenseuses des droits humains – témoigner à tout prix »
Exposition itinérante d'Amnesty International. Pepperdine University, Marc-Dufour 15, 1007 Lausanne

20 avril

De Varsovie à Gaza – Mémoire et responsabilité
Conférence et discussion. 19h00, Uni Mail Salle MS150, Genève

20 avril

La nouvelle loi sur les allocations familiales
Soirée d'information d'Unia-Neuchâtel
19h00, secrétariat Unia, La Chaux-de-Fonds

30 avril

Développements alternatifs en Amérique latine
19h30, Maison des associations, Genève

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi:

Pages de gauche

Case postale 7126 - 1002 Lausanne

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Paroles librement échangeables

«Non à un îlot de cherté – Oui au pouvoir d'achat ! En Suisse, la vie est trop chère. Dans l'UE, les prix à la consommation sont environ un tiers plus bas que chez nous. On relève les plus grandes différences de prix au niveau des produits alimentaires (surtout la viande), des loyers et de la santé»

Stratégie du PDC, 17.11.2006

«La Suisse est un îlot de cherté. Les prix des biens d'importation y sont p. ex. 30% plus élevés que dans les autres pays européens. [...] Les entraves techniques au commerce peuvent être surmontées grâce à l'adoption du principe Cassis-de-Dijon.»

Site web du Département fédéral de l'économie

«L'introduction du principe du Cassis de Dijon devrait permettre de lutter contre l'îlot de cherté qu'est la Suisse en abaissant les coûts pour les entreprises et les prix pour les consommateurs.»

Dépêche swissinfo, 29.11.2006

«Baisse des prix à la consommation grâce à la concurrence; application du principe Cassis de Dijon; accords de libre échange avec l'UE dans le domaine de l'agriculture et des secteurs en amont et en aval d'ici à 2015; durcissement du droit des cartels et renforcement de la commission de la concurrence; épuisement régional du droit des brevets; solution européenne à moyen terme.»

Projets radicaux pour une suisse de la croissance, Parti Radical, élections 2007

«Nous saluons l'introduction du principe du Cassis-de-Dijon. Il contribuera à soulager les familles et à améliorer leur pouvoir d'achat, ce qui est un des principaux objectifs politiques du PS. [...] En raison du niveau artificiellement élevé des prix en Suisse, chaque ménage paie 10'000 francs de trop par année pour sa consommation. L'introduction du principe du Cassis-de-Dijon est un premier pas dans la bonne direction [...]»

Communiqué de presse du PSS, 27.6.2008